

**PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DES BIENS
DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCE « ASSAINISSEMENT »
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par XXX, XXXX, habilité par délibération du Conseil Municipal n°xxx en date du xxx xxx 2020, donnant délégation au Maire.

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse** »

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sépard 06131 GRASSE Cedex et représentée par son Président en exercice, xxxx, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°..... prise en date du,

Dénommée ci-après « **CAPG** »

D'autre part,

PREAMBULE

A compter du 1^{er} janvier 2020, la CAPG exercera en application de la loi NOTRe, les compétences obligatoires « eau », « assainissement des eaux usées » et « gestion des eaux pluviales urbaines ».

L'ensemble des dispositions de cette loi, induit un transfert intégral desdites compétences des collectivités territoriales concernées vers l'EPCI, sans possibilité d'en moduler l'exercice via la définition d'un intérêt communautaire. Elle induit également, outre le transfert des contrats, des marchés, des services et du personnel, la mise à disposition des biens rattachés à ces compétences au profit de l'EPCI.

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015 qui organise le transfert des compétences eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés d'agglomération au plus tard le 1^{er} janvier 2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1321-1, L.2221-4, L.1412-1, L.5211-18 et L.5216-5 ;

Vu la délibération n°2019-207 du 10 décembre 2019 ;

Vu la délibération n°2020-xxx du 21 avril 2020 ;

Considérant que la gestion de l'assainissement constitue une compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse depuis le 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que pour les communautés d'agglomération, la mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice des compétences, l'ensemble des contrats en cours, notamment les contrats d'emprunts relatifs aux biens mis à disposition, les subventions ayant servi à financer l'ensemble des biens et le transfert des restes à réaliser est obligatoire ;

Considérant que la mise à disposition n'entraîne pas de transfert de propriété, ni de transfert du pouvoir d'aliénation ;

IL EST CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Est constaté par le présent procès-verbal la mise à disposition par la Commune de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse de :

- L'ensemble des biens nécessaires à la l'exercice de la compétence assainissement, transférés et consignés dans l'état d'inventaire (*annexe 1*) ;
- La liste des engagements et des restes à réaliser à transférer à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (*annexe 2*) ;
- La liste des emprunts transférés (*annexe 3*) ;
- La liste des subventions transférées (*annexe 4*).

ARTICLE 2 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent procès-verbal entrera en vigueur à la date de signature des deux parties.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE ET SITUATION JURIDIQUE DU BIEN

Les biens mis à disposition sont constitués des locaux et équipements propriétés de la commune détaillés dans les états d'inventaire annexés aux présentes (annexes 1).

ARTICLE 4 : PRIX DE LA MISE A DISPOSITION

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des biens affectés à la compétence assainissement a lieu à titre gratuit.

ARTICLE 5 : DUREE

La mise à disposition prendra fin lorsque les biens mis à disposition ne seront plus affectés à la compétence « assainissement ». Ces biens désaffectés retourneront dans le patrimoine de la commune qui recouvrera alors l'ensemble de ses droits et obligations.

La mise à disposition prend également fin en cas de :

- restitution de la compétence assainissement à la Commune,
- retrait de la Commune de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
- dissolution de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, les biens sont restitués à la Commune à leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

ARTICLE 6 : ADMINISTRATION ET RESPONSABILITE DES LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Conformément aux articles L.1321-2 et L.1321-5-III du code général des collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, de par sa qualité d'affectataire des biens mis à disposition, assume sur ces derniers l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dispose ainsi sur ces locaux et équipement de tous pouvoirs de gestion.

Elle est en charge du renouvellement des biens mobiliers. Elle agit en justice en lieu et place de la Commune, qui reste le propriétaire des bâtiments.

Sur les Stations d'Épurations et les équipements connexes, les réseaux notamment, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse peut procéder à des travaux structurants de démolition, de surélévation ou d'additions de constructions propres dont les objectifs sont d'optimiser leur fonctionnement.

A l'intérieur des locaux occupés par le service assainissement, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse peut procéder à des travaux liés à leur entretien autres que ceux prévus dans la convention de remboursement qui définit les modalités d'intervention de la Commune.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse reconnaît assumer la responsabilité pécuniaire des dommages causés au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date de signature du présent procès-verbal.

ARTICLE 7 : CONSTATATION COMPTABLE

La présente mise à disposition sera constatée, de façon comptable, par opération non budgétaire.

La valeur nette comptable des biens mis à disposition est définie dans le tableau joint en annexe 1 du présent procès-verbal.

Fait à GRASSE, en trois exemplaires,

Le xxxx 2020

**Pour la commune de Grasse,
Le Maire ou son représentant,**

**Pour la communauté d'agglomération du Pays de
Grasse**

Le Président

Annexe 1 : état de l'actif

Annexe 2 : état des restes à réaliser budget assainissement collectif

Annexe 3 : liste des emprunts transférés

Annexe 4 : liste des subventions